

EXAMEN DES POLITIQUES COMMERCIALES

FIDJI

Rapport du gouvernement

Conformément à l'Accord établissant le Mécanisme d'examen des politiques commerciales (Annexe 3 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce), la première déclaration de politique générale présentée par le gouvernement des Fidji est reproduite ci-après.

Note: Le présent rapport est un document à diffusion restreinte qui ne doit pas être communiqué à la presse avant la fin de la réunion de l'Organe d'examen des politiques commerciales portant sur les Fidji.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
I. RESULTATS MACRO-ECONOMIQUES	1
II. POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES	1
III. OBJECTIFS ET EVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE - DESCRIPTION PAR SECTEUR	2
IV. CADRE INSTITUTIONNEL DE LA POLITIQUE COMMERCIALE	5
V. MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE	5
VI. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FACTEURS INFLUANT SUR LES ECHANGES	7
VII. CONCLUSIONS	9

I. RESULTATS MACRO-ECONOMIQUES

1. L'économie des Fidji a enregistré une croissance modérée de 1,4 pour cent en 1995, en raison essentiellement du fléchissement de l'activité dans les deux industries principales, le sucre et le tourisme. La récolte de canne à sucre a souffert de mauvaises conditions climatiques et les arrivées de touristes ont marqué un palier après avoir atteint un niveau record pendant la saison 1994. D'après les dernières estimations, la croissance de l'économie devrait reprendre et s'établir à environ 4,4 pour cent en 1996. La production de sucre et d'or devrait augmenter, de même que les arrivées de touristes. Les projections à moyen terme font apparaître une croissance de 3 pour cent par an pour les trois prochaines années.

2. La croissance économique des trois dernières années est le fait surtout du secteur des exportations. Un taux de change favorable, une demande d'exportations en hausse, des débouchés plus sûrs et une production accrue, ainsi qu'une offre régulière de produits d'exportation, sont quelques-uns des facteurs qui ont contribué à la croissance. En outre, la politique de développement des exportations a permis d'accroître et de diversifier les exportations non traditionnelles grâce au niveau plus élevé de l'investissement étranger et intérieur généré par le régime des usines/zones exonérées d'impôts. La mondialisation a aidé à la diversification des marchés.

3. Le compte des opérations courantes devrait dégager des excédents en 1996 et à moyen terme. Les réserves en devises, qui couvrent à peu près cinq mois d'importations, sont confortables. La dette extérieure représente environ 8,1 pour cent du PIB et son service - 2,5 pour cent - constitue une charge relativement faible qui ne cesse de diminuer. En février 1997, l'inflation s'établissait à 3,2 pour cent, ce qui correspondait largement aux taux observés chez les principaux partenaires commerciaux.

4. Les Fidji sont conscientes des défis à relever pour pouvoir tirer pleinement parti de toutes les possibilités de croissance économique et de progrès social. En particulier, le gouvernement reconnaît que le déficit budgétaire croissant risque de réduire l'épargne intérieure, de décourager les investissements du secteur privé, d'accroître l'inflation et d'affecter la compétitivité au plan international. Le déficit, qui représentait moins de 1 pour cent du PIB en 1995, devrait dépasser 7 pour cent en 1996 et 8 pour cent en 1997. Son ampleur devrait cependant être réduite, sinon éliminée, à moyen terme et la dette devrait être ramenée à un niveau acceptable. Des efforts constants seront requis pour que l'objectif d'équilibre budgétaire et de niveau d'endettement raisonnable puisse être atteint à moyen terme.

5. Le gouvernement va continuer de faciliter la mise en place d'un environnement propice à la croissance du secteur privé et de jouer un rôle de catalyseur à cet effet. Compte tenu de cet objectif, il privilégiera les éléments suivants: développement des ressources humaines, développement et amélioration des infrastructures et amélioration de la compétitivité aux plans intérieur et international, grâce à une plus grande efficacité de la main-d'oeuvre et des services.

II. POLITIQUE ET PRATIQUES COMMERCIALES

6. La libéralisation du commerce, la déréglementation de l'économie et les mesures en faveur de l'investissement constituent depuis 1987 les éléments-clés de la nouvelle stratégie de développement. En 1989, le gouvernement a annoncé un vaste programme de réforme structurelle visant à améliorer les perspectives de croissance à long terme. Dans cette optique, un programme par étapes comprenant les éléments suivants a été lancé: élimination des restrictions quantitatives à l'importation et réduction des droits d'importation; déréglementation du marché financier; suppression des lignes directrices en matière de salaires et promotion des négociations salariales au niveau des entreprises; réforme fiscale; réforme du secteur public; et promotion et développement des exportations.

7. Les objectifs de la politique commerciale comprennent la suppression progressive des licences et restrictions quantitatives, la libéralisation du commerce et la promotion des échanges. La diversification des échanges est encouragée et passe par la promotion des exportations de biens et services non traditionnels. Reconnaisant que le secteur privé est le moteur de la croissance économique, on s'efforce de créer un environnement propice à son développement. A cette fin, de grandes orientations et des lignes directrices précises et transparentes sont en cours d'élaboration dans le domaine de l'investissement. La loyauté dans les relations commerciales est également une préoccupation majeure.

8. Trois textes législatifs importants ont été adoptés. Premièrement, le Décret sur les mesures nationales et commerciales, qui établit des prescriptions détaillées en matière d'emballage et d'étiquetage des produits. Deuxièmement, le Décret sur le commerce loyal de 1992, qui a pour objet d'assurer que les consommateurs et les entreprises soient tous traités d'une manière juste et équitable. Troisièmement, le Décret sur les normes de fabrication et le contrôle de la qualité de 1992, qui établit des critères uniformes pour les biens et les services importés, fabriqués et distribués dans le pays.

9. Dans leur déclaration de politique générale, les Fidji ont insisté sur la nécessité d'assurer et d'accroître la compétitivité de leurs produits sur les marchés internationaux. La croissance des exportations non traditionnelles et du secteur manufacturier est dans une large mesure le résultat de la stratégie de développement des exportations.

10. Les Fidji savent qu'un secteur privé opérant sur des marchés ouverts est le moteur de l'économie. Et c'est principalement avec un secteur privé efficient et en expansion qu'il y aura création d'emplois et augmentation des revenus.

III. OBJECTIFS ET EVOLUTION DE LA POLITIQUE COMMERCIALE - DESCRIPTION PAR SECTEUR

11. L'industrie sucrière, qui représente 82 pour cent des exportations totales des produits agricoles, domine le secteur agricole et va continuer d'en être le pilier à l'avenir. Cependant, le gouvernement s'efforcera ces prochaines années d'encourager la diversification de la production agricole au profit d'autres cultures procurant des recettes d'exportation. Les Fidji ont recensé les produits autres que le sucre pour lesquels elles ont un avantage comparatif et qui ont le plus de chances de générer des recettes d'exportation: noix de coco et coprah, gingembre, taro, yaqona, fruits et légumes frais. Ces cultures seront au centre des efforts du gouvernement à partir de 1997. Tout en reconnaissant qu'il est important d'avoir une stratégie axée sur l'exportation, les Fidji savent qu'il faut assurer la sécurité alimentaire, surtout parce qu'elles sont souvent victimes de catastrophes naturelles notamment liées au climat.

12. Les exportations de produits de la pêche, en particulier le thon frais pour sashimi, les perles et la bêche-de-mer, augmentent rapidement. Le principal objectif du gouvernement dans le secteur de la pêche est d'accroître la production de tous les produits d'origine marine destinés à l'exportation et d'assurer dans le même temps la disponibilité durable des ressources marines.

13. Les recettes d'exportation provenant du bois d'oeuvre devraient atteindre 100 millions de dollars d'ici à l'an 2000. Dans le cadre du programme de reboisement, 50 800 hectares ont été plantés en feuillus et 85 000 hectares supplémentaires devraient l'être d'ici à l'an 2000. Dans le cadre de la politique de réforme du secteur public, une étude de faisabilité concernant la privatisation des plantations de feuillus a été réalisée et soumise au gouvernement pour examen. Une Société de gestion des plantations de feuillus va être chargée de l'exploitation forestière et de préparer un programme de coupe, de transformation et d'exportation à grande échelle à compter de l'an 2000.

14. Dans le secteur manufacturier, les politiques visent à accroître l'efficacité des mécanismes du marché afin d'attirer des capitaux étrangers; il s'agit de revoir le régime de licences, d'améliorer le marché du travail en modifiant le système de négociations salariales et de réduire les distorsions aux niveaux des échanges et de la production causées par des obstacles tarifaires et non tarifaires excessifs.

15. De gros progrès ont été accomplis dans la réduction des obstacles non tarifaires et tarifaires. Dans le cadre des budgets de 1994 et 1995, les licences d'importation ont été supprimées pour tous les produits sauf un - les huiles lubrifiantes. Initialement, des droits élevés compris entre 50 et 70 pour cent ont remplacé les licences, afin de donner aux producteurs nationaux le temps de s'adapter aux nouvelles conditions de concurrence. Les droits ont ensuite été progressivement réduits dans le cadre des budgets ultérieurs. Ainsi, les droits à caractère fiscal ordinaires ont été ramenés à 25 pour cent en 1993 et à 22,5 pour cent en 1995. En 1992, une taxe sur la valeur ajoutée a été introduite; elle est perçue sur tous les biens et services. Cette taxe fait partie des mesures de réforme fiscale prises en 1993 pour élargir la base d'imposition.

16. La libéralisation des échanges a eu des effets divers dans le secteur manufacturier. Certaines entreprises sont devenues plus efficaces par suite de restructurations internes et du lancement d'initiatives comme l'investissement dans de nouvelles technologies, l'amélioration des compétences techniques, la recherche de nouvelles sources d'approvisionnement et de nouveaux marchés d'exportation. D'autres ont davantage axé leurs activités sur l'exportation ou modifié la répartition de leurs moyens de production en fonction de la structure des prix. Il y a eu des transferts de ressources, mais surtout au sein des entreprises, et peu d'emplois ont été perdus. Antérieurement, les entreprises locales avaient tendance à trop se diversifier pour s'approprier une grande part du marché intérieur. Après la libéralisation des échanges, elles sont devenues plus sélectives et se sont concentrées sur moins d'activités. Elles ont surtout axé leurs activités sur les secteurs où elles pouvaient soutenir la concurrence internationale.

17. Afin de faciliter et d'accroître la compétitivité des industries au niveau international, le gouvernement a élaboré et mis en oeuvre une nouvelle législation concernant les normes de fabrication et le contrôle de la qualité et encouragé les entreprises à adopter la certification ISO 9000. A long terme, le gouvernement a pour objectif de mettre en place une économie compétitive mais, à court terme, il juge nécessaire d'offrir des incitations à l'exportation pour encourager le développement des exportations non traditionnelles.

18. Dans le secteur des industries extractives, la production devrait s'accroître de 23 pour cent en 1997, et d'autres augmentations sont escomptées à moyen terme. Avec l'élaboration et la mise en oeuvre d'une politique en matière de ressources minérales et la publication d'un document promotionnel en 1997, la contribution de ce secteur au PIB devrait encore augmenter, des lignes directrices claires et transparentes amenant les investisseurs à s'intéresser davantage aux entreprises minières.

19. Les importations de produits pétroliers constituent une part importante de la facture énergétique. Afin d'améliorer l'efficacité dans le secteur de l'énergie électrique, la Régie de l'électricité (FEA) est en train de préparer la restructuration de l'industrie. La privatisation de la FEA doit commencer à la fin de 1997. La FEA est actuellement en situation de monopole naturel pour la production d'électricité. La Société sucrière des Fidji produit aussi un peu d'énergie électrique. Dans le cadre du processus de restructuration, on étudiera les moyens d'accroître la concurrence en matière de production d'électricité. Le secteur des transports est le plus gros consommateur de produits pétroliers importés. En raison de l'accroissement de l'activité économique, les importations de produits pétroliers devraient augmenter à l'avenir.

20. Le secteur de l'électricité joue un rôle essentiel dans la production de produits d'exportation. Pour améliorer son efficacité, une étude a été entreprise afin que soient identifiés les besoins en matière de renforcement structurel de la FEA, le seul producteur et fournisseur d'électricité. Une autre étude doit permettre de déterminer comment instaurer la concurrence dans ce secteur avant la privatisation. Le gouvernement entend améliorer l'efficacité dans ce secteur. L'électrification des zones rurales reste hautement prioritaire; elle doit aider à améliorer les conditions de vie et la situation socio-économique des populations rurales.

21. En 1993, le gouvernement a approuvé et adopté la stratégie environnementale, un vaste programme d'action visant à assurer un développement durable. Le projet de Loi sur le développement durable, qui établira le cadre juridique pour une bonne gestion de l'environnement dans tous les secteurs de l'économie, est actuellement examiné par le gouvernement.

22. En ce qui concerne le secteur industriel, le gouvernement reconnaît que les entreprises commerciales doivent être associées à tous les aspects de la planification écologique et de la gestion de l'environnement. Compte tenu de cet objectif, les principes du "pollueur payeur" et de l'"autoréglementation" constituent la base du cadre réglementaire de la gestion de l'environnement et de la lutte contre la pollution établi par la nouvelle législation.

23. Les Fidji reconnaissent qu'un secteur des services efficaces est important pour le développement des exportations et la mise en œuvre de la politique commerciale. En 1996, ce secteur a contribué pour environ 70 pour cent au PIB.

24. Le tourisme, qui représente environ 20 pour cent du PIB, est la principale source de recettes en devises. Il offre d'importantes perspectives de croissance et des efforts sont en cours pour élargir l'éventail des services relatifs au tourisme; on cherche notamment à promouvoir des activités comme l'écotourisme et le tourisme culturel. Le gouvernement continue d'accorder une importance particulière à la participation du secteur privé et aux résultats obtenus. En outre, il s'occupe de questions comme l'accès par la voie aérienne, la structure de l'hébergement, l'élargissement de la gamme de services offerts, la promotion sur de nouveaux marchés et sur les marchés existants et la formation pour répondre aux nouveaux besoins en matière de ressources humaines.

25. D'importants progrès ont été réalisés dans le développement du marché financier. La Loi sur le développement du marché financier va régir la réforme dans ce domaine et coordonner les activités futures. Les opérations boursières ont augmenté. Davantage de sociétés sont maintenant cotées en bourse. Un marché financier actif permettra de rendre l'intermédiation plus efficace, d'encourager l'épargne intérieure et d'accroître l'efficacité de la politique monétaire fondée sur le jeu du marché.

26. Le transport aérien est essentiel pour l'acheminement des exportations de produits agricoles et autres denrées périssables. Les Fidji reconnaissent qu'une concurrence accrue dans le domaine des vols internationaux offrirait une base plus solide pour la croissance des échanges, du tourisme et de l'économie nationale. Les fréquences des vols vers l'Asie et l'Amérique du Nord ont augmenté ces deux dernières années. Toutefois, il reste à poursuivre la libéralisation des droits d'accès, ce qui permettrait d'accroître le nombre de transporteurs et d'élargir ainsi l'accès aux marchés asiatique et européen.

27. Plus de 70 pour cent des exportations sont effectuées par voie maritime. Le gouvernement juge qu'il est important de disposer de services portuaires efficaces et est en train de privatiser l'Administration des ports afin de rendre les opérations portuaires plus performantes. Compte tenu de la structure géographique du pays, il est également important d'avoir des services de transport maritime intérieurs bien établis. Le transport maritime est vital pour relier les îles éloignées et, pour

améliorer leur desserte, le gouvernement a établi le système de franchise pour les services de transport maritime. Ce système permettra de subventionner la compagnie maritime privée retenue à l'issue d'un appel d'offres, qui pourra ainsi desservir des îles éloignées, activité qui autrement ne serait pas rentable.

28. Le secteur des télécommunications est bien développé mais fait en grande partie l'objet d'un monopole. Une étude effectuée en 1996 a révélé que d'importants gains en efficacité pourraient être réalisés si le secteur était déréglementé et ouvert à la concurrence. Le gouvernement va donc entreprendre de déréglementer le secteur cette année. La concurrence favorisera l'amélioration des services offerts et la réduction des tarifs.

IV. CADRE INSTITUTIONNEL DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

29. L'administration de la politique commerciale relève de plusieurs ministères, départements et organismes officiels: Ministère du commerce, de l'industrie et des entreprises publiques, Ministère des finances et du développement économique, Département des impôts, Département des douanes, Conseil du commerce et de l'investissement des Fidji et Banque de réserve des Fidji.

30. Plusieurs lois et réglementations constituent le cadre juridique pour la mise en oeuvre de la politique commerciale. Le gouvernement est en train d'examiner un projet de Loi sur le droit d'auteur qui tient compte des changements intervenus en la matière au cours des deux dernières décennies et assure la conformité avec l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Il n'y a pas de législation antidumping, mais le Décret sur le commerce loyal va être modifié de façon à englober les questions concernant la lutte contre le dumping.

31. La formulation et l'examen de la politique commerciale relèvent du Ministère du commerce, de l'industrie et des entreprises publiques. Celui-ci agit en consultation avec les autres ministères, départements et organismes officiels chargés d'administrer d'autres aspects de la politique commerciale. Compte tenu de la volonté de faire intervenir davantage le secteur privé, on accorde une plus grande importance aux consultations avec les organisations et entreprises du secteur privé.

32. Le processus de formulation de la politique commerciale se déroule comme suit: approbation par le Cabinet, publication du projet de loi, approbation par le Parlement, assentiment du Président et publication de la loi au Journal officiel.

33. Le pouvoir judiciaire est chargé du règlement de tous les différends commerciaux.

34. En raison de l'ouverture de leur économie, les Fidji encouragent la participation à des arrangements commerciaux afin de s'assurer des débouchés, développer les marchés d'exportation et, enfin, promouvoir la coopération économique au niveau international. Elles ont conclu des arrangements commerciaux bilatéraux avec la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les Tonga, et sont parties à deux accords commerciaux régionaux, le SPARTECA et la Convention de Lomé entre l'UE et les Etats ACP. Outre le fait d'être Membre de l'OMC, elles bénéficient des schémas SGP pour quelques produits provenant des ressources naturelles. Elles sont également en train de négocier des accords commerciaux bilatéraux avec d'autres pays insulaires membres du Forum comme Vanuatu et les Iles Salomon, et un accord avec le gouvernement australien est à l'étude.

V. MISE EN OEUVRE DE LA POLITIQUE COMMERCIALE

35. L'élimination progressive des nombreuses prescriptions en matière de licences et restrictions quantitatives est un élément majeur de la réforme de la politique commerciale axée sur l'exportation. En 1988, 46 positions étaient soumises à licence d'importation, mais en 1996 il n'en restait plus qu'une

- lubrifiants et liquides hydrauliques. Des licences d'exportation sont requises pour l'or et le sucre de même que pour les coquillages de trochus bruts, qui sont soumis à des normes (taille minimale) pour éviter la surexploitation.

36. Le tarif douanier comprend une seule colonne. Le 1er janvier 1989, les Fidji ont pleinement mis en oeuvre le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH) adopté par le Conseil de coopération douanière de Bruxelles en 1983 pour la classification de leurs importations et exportations. Ce système a remplacé l'ancienne nomenclature (NCCD). Actuellement, les taux de droits sont compris entre zéro et 35 pour cent. Les Fidji accordent des préférences tarifaires aux Tonga et à la Papouasie-Nouvelle-Guinée en vertu des accords commerciaux bilatéraux.

37. Les Fidji ont utilisé la définition de la valeur de Bruxelles adoptée en 1950 jusqu'au 1er janvier 1997, date à laquelle elles sont passées au système d'évaluation du GATT. Jusqu'en juin 1992, il y avait deux types de droits d'importation: un droit à caractère fiscal variable perçu pour des raisons de protection et à des fins budgétaires, et un droit additionnel uniforme perçu à des fins budgétaires. En juillet 1992, le droit additionnel a été remplacé par une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 10 pour cent. La TVA, qui faisait partie d'un vaste programme de réforme fiscale, avait pour objet d'élargir la base d'imposition et de réduire la charge fiscale pour les courants d'échanges. L'idée était de faire moins de place aux impôts indirects, au profit de la consommation intérieure.

38. Les exportations des Fidji sont actuellement soumises aux dispositions suivantes en matière de règles d'origine:

- exportations vers l'UE: Convention de Lomé;
- exportations vers les pays donneurs de préférences: SGP;
- exportations vers la Nouvelle-Zélande et l'Australie: SPARTECA.

Les Fidji appliquent en outre les dispositions en matière de règles d'origine énoncées dans les accords commerciaux bilatéraux conclus avec les pays suivants:

- Tonga;
- Papouasie-Nouvelle-Guinée.

39. Les réformes en vue de la libéralisation des échanges ont commencé dans le cadre du mini-budget de 1989: les prescriptions en matière de licences d'importation applicables à 34 produits manufacturés ont été remplacées par des droits. Les taux de droits étaient compris entre 50 et 70 pour cent (droits à caractère fiscal et droits de douane combinés) afin de donner aux producteurs nationaux le temps de s'adapter à un environnement commercial de plus en plus ouvert à la concurrence. Les budgets ultérieurs ont établi la réforme progressive des droits de douane; l'objectif était de réduire les taux plafonds et donc les niveaux de droits moyens.

40. Le budget de 1990 prévoyait des réductions tarifaires pour les textiles, les véhicules automobiles et divers produits dont l'industrie du tourisme avait besoin. Les taux plafonds des droits à caractère fiscal applicables aux fruits, légumes et jus ont été abaissés de 50 à 30 pour cent. Les droits à caractère fiscal perçus sur des produits importés essentiels comme les ordinateurs et le matériel de communication et de transport ont été réduits de 30 à 10 pour cent. Dans le cadre du budget de 1991, le droit à caractère fiscal a été ramené de 50 à 40 pour cent pour la plupart des produits, qui n'étaient plus soumis à licence d'importation depuis 1989. Il y a eu une diminution proportionnelle du droit à caractère fiscal pour la majorité des produits repris dans le tarif douanier.

41. Par ailleurs, les droits d'exportation applicables au sucre, aux mélasses et à l'or ont été abaissés de 5 à 3 pour cent. Dans le cadre du budget de 1995, le droit à caractère fiscal ordinaire a été réduit de 2,5 pour cent et s'est établi à 22,5 pour cent. Les budgets de 1996 et 1997 prévoient qu'il n'y aura pas de nouvelles réductions des droits à caractère fiscal ordinaires tant que des mesures de déréglementation n'auront pas été prises dans d'autres domaines, comme le marché du travail et le secteur financier.

42. Ainsi qu'il a déjà été indiqué, le gouvernement est attaché au programme de libéralisation des échanges et suit de près le rythme auquel il doit être poursuivi. A la suite des préoccupations exprimées par les producteurs nationaux affectés par la réduction du niveau de protection, le gouvernement a fait réaliser en 1991, 1992 et 1994 des études pour mesurer les effets de la libéralisation. Il a récemment établi un groupe d'experts indépendant, composé de représentants du secteur privé et chargé d'étudier de manière plus approfondie les conséquences de la déréglementation du secteur des importations.

VI. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FACTEURS INFLUANT SUR LES ECHANGES

43. En 1989, le gouvernement a adopté d'importantes politiques destinées à assurer une croissance économique durable. En même temps que ces politiques, un certain nombre d'autres mesures ont été mises en oeuvre pour atteindre les objectifs fixés.

44. Au fil des ans, le contrôle des changes a été assoupli dans certains domaines, comme les investissements offshore, la plus-value sur titres, la productivité du capital et les comptes en devises alimentés par les recettes d'exportation. Les délégations de pouvoirs aux banques commerciales et au Département des droits de douane et d'accise ont également été assouplies.

45. Les taux d'intérêt sont déréglementés depuis 1987 et sont déterminés par le jeu des mécanismes du marché.

46. Le gouvernement juge prioritaire d'instaurer la discipline fiscale en réduisant les dépenses et déficits du secteur public afin d'accroître et de soutenir la croissance de l'économie. En outre, il va continuer à mettre en place un système de fiscalité réduite à assiette large, de sorte que la progression des recettes suive celle de la croissance de l'économie. Dans la pratique, cela signifie améliorer l'application de la TVA et réexaminer les coûts et avantages des incitations fiscales existantes.

47. La balance globale des paiements a été excédentaire ces dernières années, en grande partie grâce au niveau élevé des recettes générées par le tourisme et le secteur des exportations. La balance des opérations courantes a également dégagé des soldes positifs et cette tendance va se maintenir. Pour 1996, la part de la balance des opérations courantes dans le PIB est estimée à 20 pour cent. La situation de la balance commerciale devrait se détériorer. La balance des opérations en capital devrait être déficitaire à compter de 1997, représentant entre 1 et 2 pour cent du PIB.

48. Le niveau des réserves en devises devrait augmenter. En 1996, il équivalait à six mois d'importations, soit beaucoup plus que l'objectif fixé (cinq mois).

49. Le Parlement a approuvé la Loi sur les entreprises publiques à la fin de 1996. Ce texte établit le cadre juridique pour la réforme des entreprises commerciales d'Etat. En 1997, le gouvernement va poursuivre la mise en oeuvre des politiques de réforme des entreprises publiques en mettant l'accent sur celles qui fournissent des services d'infrastructure - ports, eau, électricité et télécommunications - améliorant ainsi les structures sur lesquelles le secteur privé peut s'appuyer et réduisant les coûts des activités commerciales. Un des éléments essentiels de la réforme est la restructuration de l'industrie;

il s'agit d'éliminer les obstacles à la concurrence et de permettre aux secteurs privé et public de lutter à armes égales.

50. La part de la formation brute de capital fixe dans le PIB a été faible ces dernières années; elle s'est établie aux environs de 13 pour cent au cours des deux dernières années. La diminution de la formation brute de capital fixe est due en grande partie aux faibles niveaux des investissements du secteur privé. En 1996, le Cabinet a approuvé une déclaration de politique générale concernant l'investissement qui a pour objet de rendre le système actuel d'approbation des investissements plus intéressant pour les investisseurs. La politique en matière d'investissement est fondée sur le principe de la transparence et obéit aux lois du marché, et n'a pas un caractère réglementaire.

51. En 1996, l'objectif général de la stratégie de croissance axée sur l'exportation était d'avoir une croissance permettant d'absorber le nombre élevé de nouveaux venus sur le marché du travail et d'améliorer le niveau de vie. Pour que la croissance économique soit soutenue, il est essentiel d'avoir un marché du travail souple et compétitif.

52. Il est encourageant de voir que certaines entreprises prennent l'initiative de conclure des conventions salariales fondées sur la productivité et les résultats au moyen de négociations collectives. C'est notamment le cas d'organisations du secteur privé. L'administration publique s'est mise d'accord avec les syndicats du secteur public pour fonder les accords salariaux sur les résultats à partir de 1996.

53. En tant que petit pays à économie ouverte et tributaire de quelques produits d'exportation, les Fidji sont exposées aux changements qui surviennent dans le domaine du commerce international. De tous les changements dans l'environnement économique mondial qui influent sur leurs perspectives et possibilités commerciales, les deux plus importants sont les suivants:

- L'Accord sur l'OMC, qui pourrait entraîner une baisse des prix du sucre et l'érosion des marges préférentielles dans le cadre de la Convention de Lomé. Le Groupe ACP va cependant négocier pour conserver le plus de préférences commerciales possible.
- L'accroissement de la concurrence internationale dans le secteur du vêtement en raison de l'érosion continue des préférences tarifaires sur les marchés de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande dans le cadre du SPARTECA et de la disparition, le moment venu, de l'Arrangement multifibres et des contingents d'importation.
- D'une manière plus générale, des initiatives comme l'ALENA, l'Accord commercial de rapprochement économique australo-néo-zélandais (ACREANZ) et l'engagement pris récemment par les membres de l'APEC de libéraliser complètement le commerce d'ici à 2020 modifieront profondément la structure de la production et des échanges. Les petites économies comme les Fidji en subiront les effets, qu'elles choisissent ou non de participer activement à ce processus.

54. Au niveau national, les exportateurs ont le plus grand mal à soutenir la concurrence internationale pour ce qui est de la qualité de la conformité aux normes. En outre, le manque de connaissances spécialisées et de compétences en matière de commercialisation les empêche d'accéder à de nouveaux marchés. L'éloignement des marchés et la vulnérabilité du pays en tant que petite économie insulaire entravent en permanence les échanges.

VII. CONCLUSIONS

55. Le gouvernement reste attaché aux mesures de libéralisation des échanges; il est cependant arrivé à un stade où il doit soigneusement surveiller le rythme de la libéralisation des importations, afin de trouver un équilibre: réduire la protection dans la mesure permettant de continuer d'améliorer l'efficacité, la productivité et la compétitivité sans sacrifier de larges segments de l'activité économique. Dans cette optique, il va adopter une approche graduelle concernant la poursuite de la libéralisation et considérer la politique de déréglementation en termes plus généraux, afin de revoir la structure des entreprises, qui représente un coût important.

56. L'établissement de cadres juridiques pour prendre en compte les changements d'orientation et faciliter le développement du secteur privé sera un thème central pour le gouvernement.

57. Pour assurer une plus grande transparence, l'harmonisation des droits, des réglementations en matière de quarantaine et des normes continuera d'être encouragée.

58. Le secteur des services est un domaine important qui doit être développé et axé sur l'exportation, et le gouvernement est en train de formuler une politique générale en la matière, qui facilitera ce processus et assurera une plus grande transparence des réglementations et politiques régissant ce secteur.

59. Les Fidji se sont engagées vis-à-vis du secteur privé et continueront de le soutenir en établissant des conditions assurant le jeu de la concurrence, en améliorant l'infrastructure économique et en développant les ressources humaines.

60. Compte tenu de l'ouverture de leur économie, les Fidji ont adhéré et participent activement aux différentes initiatives régionales et internationales. Depuis qu'elles sont devenues Membre de l'Organisation mondiale du commerce, le 16 janvier 1996, et malgré l'ampleur et la complexité de la tâche à accomplir, elles ont continué de modifier les réglementations et lois existantes, de mettre à jour les dispositions en matière de notification et de mettre en oeuvre diverses mesures conformément aux engagements qu'elles ont pris dans le cadre de l'OMC.

61. La préparation du premier examen de leur politique commerciale a été un exercice très instructif pour les Fidji. Elle leur permettra, avec l'aide du rapport très complet établi par le Secrétariat, d'examiner leur politique commerciale et leur environnement commercial de manière à retirer le maximum d'avantages économiques des divers changements intervenus dans les politiques de développement des échanges.

62. Les Fidji reconnaissent l'importance que revêt un système commercial libre et ouvert et continueront donc de mener leur politique commerciale d'une manière transparente et loyale.